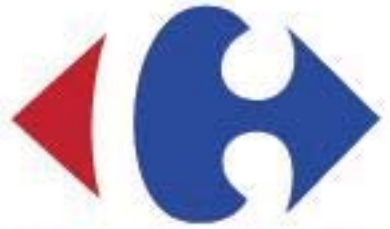


Carrefour:

**ni fermetures,
ni licenciements,
ni diminutions salariales**



POUR UN PLAN D'ACTION NATIONAL!

Deux mois après l'annonce par Carrefour de son plan dit "de sauvetage", nous avons à peine avancé. Lors des négociations du 27 avril, les syndicats disent n'avoir appris que "beaucoup de "blabla", mais aucun acte n'a été posé. Aucune avancée, ni conclusion positive." Carrefour ne serait prêt qu'à évaluer la faisabilité d'une prépension à 52 ans. Les cinq points cruciaux restent donc: fermeture, franchise où reprise par Mestdagh, filialisation du siège et diminution des coûts du personnel. Les 15.000 travailleurs seront tous touchés, d'une façon ou d'une autre.

La seule nouvelle positive était la reprise de 19 magasins par Mestdagh mais, là aussi, beaucoup de questions restent en suspens. Les syndicats revendiquent le respect de la convention 32 bis qui protège les droits des travailleurs en cas de reprise. Pour Carrefour, seule l'économie de 33 millions d'euros sur les coûts salariaux semble certaine. C'est impossible sans toucher les acquis de base. Carrefour ne se porte pourtant pas mal. Le profit net a bien reculé de 70% durant l'année de crise 2009, y compris à cause de plus d'un milliard d'euros de "charges de restructuration", mais il était toujours de 385 millions d'euros (1,27 milliard d'euros en 2008) et la contribution de Carrefour Belgique était de 66 millions d'euros. Mais à Carrefour, il n'y a qu'une certitude: c'est toujours le personnel qui porte le chapeau.

**PAS D'ACCORD
SANS SOLUTION POUR CHACUN**

La direction peut déjà se dire heureuse que les syndicats ne revendiquent pas le retrait total du plan de sauvetage. Ils veulent un plan négocié dans tous ses aspects et des solutions pour tous. En bref : pas question de casser la solidarité en cherchant une issue pour certaines catégories du personnel en en laissant d'autres sur le côté.

Les syndicats rejettent le passage de la CP 312 à la CP 202 (magasins) ou la CP 218 (tour), le blocage salarial et le blocage

Saviez-vous que:

- Carrefour a fait **385 millions d'euros de profit** en 2009, "l'année de crise" ?
- le centre de coordination de Carrefour en Belgique a payé **0,08% d'impôts** sur ses profits ?
- fin décembre, la direction de Carrefour Belgique a fait sortir du pays 1 milliard d'euros ?
- une caissière de Carrefour, après 10 ans d'ancienneté, touche **1.200 euros nets** ?
- le dirigeant José Luis Duran gagne par contre **150.000 euros par mois** ?
- Willy Claes, du SP.a, ministre d'Etat et ancien secrétaire général de l'OTAN (jusqu'à l'éclatement de l'affaire Agusta), est membre du conseil d'administration de Carrefour, ce qui le rend chaque année encore un peu plus riche?



Parti Socialiste de Lutte - www.socialisme.be

de l'index. Ils revendiquent une garantie du volume d'emploi global et magasin par magasin. Ils veulent une direction compétente, ambitieuse, qui assure un avenir de qualité à chaque travailleur. Et puis un plan social sans licenciement sec, avec des possibilités de reclassement au sein de Carrefour pour le personnel des magasins touchés. Ils exigent des possibilités de départs volontaires corrects pour tous, une prépension et des solutions motivantes pour les travailleurs qui restent à Carrefour malgré le plan «de sauvetage».

SI LES NÉGOCIATIONS DU 3 MAI N'ABOUTISSENT À RIEN: IL FAUT UNE JOURNÉE DE GRÈVE NATIONALE ET UNE MANIFESTATION ANNONCÉE LARGE-MENT À L'AVANCE

Les grèves spontanées et le suivi des appels précédents illustrent la volonté d'action du personnel. Il a ainsi été démontré que nous ne laisserons pas la voie libre pour la direction. L'attitude de la direction illustre qu'elle ne cèdera pas facilement. Avec son plan de 'sauvetage' elle veut initier une spirale négative pour les conditions de travail et les salaires du secteur entier. Après ce plan, beaucoup d'autres suivront. Cette journée de grève, juste avant le weekend du 1er mai, est une bonne occasion d'illustrer la détermination du personnel. Dans un tract précédent, le Parti Socialiste de Lutte (PSL) s'était demandé "pourquoi pas une journée de grève nationale avec manifestation annoncée largement d'avance, un mois voire même 6 semaines?" Nous comprenons que les syndicats n'ont pas voulu tirer toutes leurs flèches en une fois et qu'ils voulaient d'abord tester la "volonté" de négocier de la direction. Entretemps, nous savons à quoi nous attendre de leur part.

Pourquoi ne pas reprendre cette proposition si le 3 mai, lors des négociations, la direction refuse de bouger? Nous avons toujours



le soutien des clients et de l'opinion publique. Nous ne pouvons pas gaspiller cela en donnant l'impression que le conflit est déjà réglé. Nous pourrions distribuer des tracts avec cet appel à chaque caisse de Carrefour, et pourquoi pas aux collègues des autres chaînes. A Carrefour, nous pourrions donner des explications par les hautparleurs du magasin et faire appel à la solidarité avec le personnel. Nous pourrions bombarder les magasins de calicots, d'affiches et de drapeaux. Tout en travaillant, nous pourrions motiver nos collègues et nos clients durant des semaines pour qu'ils s'impliquent activement. Nous pensons qu'une manifestation massive de 100.000 travailleurs en solidarité avec ceux de Carrefour n'est pas seulement possible, mais aussi nécessaire pour imposer nos revendications. Un tel plan d'action pourrait même balayer le plan de 'sauvetage'.

Si une direction locale ose retirer les calicots, les affiches ou les drapeaux, saisir nos tracts ou nous interdire l'utilisation du micro, nous pourrions partir en grève. Lorsque le patron d'InBev a menacé de faire appel à des huissiers pour casser les blocages, les travailleurs ont menacé de partir immédiatement partir en grève générale. Finalement, la direction a décidé de ne recourir ni aux astreintes, ni aux huissiers et elle a retiré tout son plan.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Non seulement en Belgique, mais également partout en Europe et ailleurs, les travailleurs sont prêts à partir en action. Partout, des travailleurs partent en grève et en manifestation parce qu'ils ne sont pas prêts à payer les conséquences d'une crise financière dont ils ne sont pas responsables: ce sont les banquiers et les spéculateurs. Pourquoi ne pas demander aux collègues de Carrefour-France ou d'ailleurs d'organiser le même jour une interruption de travail symbolique en solidarité avec les travailleurs en Belgique?



Le Parti Socialiste de Lutte (PSL) a été du côté des travailleurs de Carrefour dès le premier jour et continuera à l'être. Nous défendons une réduction du temps de travail sans perte de salaire afin de combattre le chômage. Nous sommes pour une politique qui défende les droits des travailleurs avec autant d'acharnement que les autres politiciens défendent aujourd'hui les droits des banques et des spéculateurs. Intéressé?

Contactez-nous www.socialisme.be 02/345.61.81